



## RAFAL Actu

Octobre 2014

Bulletin d'information du Réseau africain francophone sur les armes légères, la prévention des conflits et la construction de la paix

Chers lecteurs, chers membres du RAFAL,

Voici les nouveautés du RAFAL relatives à ces mois de juillet, août et septembre.

N'hésitez pas à nous communiquer les activités menées par votre association ainsi que de toute actualité sur les armes légères ou la prévention des conflits dans votre pays.

Dans l'attente de vos nouvelles, nous vous souhaitons bonne lecture.

Cordialement,

L'équipe du GRIP

---

**ACTUALITÉS DES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE (ALPC)**

---



### TCA : le cap des 50 ratifications est passé !

Ce 25 septembre marque la prochaine entrée en vigueur du Traité sur le commerce des armes (TCA) puisque, avec le dépôt de sept nouveaux outils de ratifications auprès des Nations Unies, le nombre d'Etats-membres ayant signé et ratifié le traité atteint désormais le chiffre de 53, soit trois de plus que nécessaire pour entraîner la mise en œuvre du traité.

Ainsi, pour ces 53 Etats, ainsi que pour ceux qui l'auront éventuellement ratifié d'ici là, le TCA deviendra contraignant dès le 25 décembre 2014.

Parmi ceux-ci, on trouve notamment la majorité des Etats-membre de l'Union européenne, ainsi que cinq Etats africains, tous situés en Afrique de l'Ouest. Il s'agit (par ordre de ratification) : du Nigeria, du Mali, du Burkina Faso, de la Sierra Leone et du Sénégal.

Sources : [armstreaty.org](http://armstreaty.org) ; Amnesty International



### L'UE finance un programme de collecte d'armes de la CEDEAO

L'Union européenne (UE) a promis un montant de 5,56 millions d'euros pour soutenir la campagne de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) visant à maîtriser la prolifération des armes de petit calibre en Afrique de l'Ouest. Le projet, intitulé « Soutien de l'UE au mandat de la CEDEAO pour la paix, la sécurité et la stabilité », a été lancé à Abuja le 16 septembre. Il complétera plusieurs initiatives similaires, visant à réduire la circulation illégale des armes dans la région. Au cœur de ce projet, qui sera mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et s'étalera sur trois ans, on trouve un programme de collecte d'armes dans six pays particulièrement affectés par la violence armée : le Mali, le nord du Niger, la région de la rivière Mano comprenant l'ouest de la Côte d'Ivoire, la zone forestière de Guinée, l'est du Libéria, le nord-est de la Sierra Leone, ainsi que le Nigeria. *Source : communiqué de presse de la CEDEAO (en anglais)*



## Les enfants-soldats du Sud-Soudan

Le recours aux enfants-soldats au Soudan du Sud fera l'objet de discussions au Conseil de Sécurité des Nations Unies le mois prochain. Selon le haut responsable des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui, cette pratique qui tendait à disparaître a refait son apparition depuis la reprise des violences en décembre 2013.



## Sud-Soudan : Amnesty International demande un embargo sur les armes

Dans un communiqué de presse daté du 17 juillet 2014, Amnesty International (AI) exhorte le Conseil de sécurité des Nations unies à décréter un embargo total sur les armes en direction du Soudan du Sud. Selon les informations recueillies par AI en juin dernier, la Chine aurait livré 1 000 tonnes d'armes légères et de petit calibre (ALPC) au gouvernement sud-soudanais dans le cadre d'un contrat d'une valeur de 38 millions de dollars conclu en avril 2013. Toujours selon l'ONG, ce transfert d'armement traduirait un double jeu de la Chine. En effet, elle participe à l'opération humanitaire onusienne (MINUSS) via le déploiement de 850 casques bleus nationaux tout en fournissant des armes qui se retrouvent entre les mains des deux parties au conflit. Celui-ci frappe principalement les civils que la MINUSS est prioritairement censée protéger contre les violations flagrantes des droits de l'homme, du droit humanitaire et contre les crimes de guerre condamnés par le Conseil de Sécurité. Facilitant la violation du droit international tant par les forces gouvernementales que par les rebelles, les transferts d'armement en direction du Soudan du Sud avaient, précédemment, été suspendus par l'Union européenne et les Etats-Unis. *Source : South Sudan arms embargo crucial after massive Chinese weapons transfer*

---

## ACTIVITÉS DES MEMBRES

---



### Bandundu (RDC) : Un atelier pour encourager les femmes à s'investir dans la résolution des conflits

Un atelier sur la contribution des femmes à la résolution des conflits, et en particulier aux résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité des Nations Unies, s'est tenu les 20 et 21 septembre 2014 à Bandundu-ville, à l'initiative du Collectif des Femmes Rurales pour le Développement (COFERD).



### Un rapport sur les droits humains au Sud-Kivu

L'asbl Paysans Actifs Contre l'Ignorance et la Faim (PACIF), membre du RAFAL basé dans le Sud-Kivu (RDC), vient de publier un rapport consacré à la recrudescence des violations des droits humains dans la plaine de la Ruzizi, frontalière avec le Burundi. Ces violations consistent en vols, extorsions, assassinats, enlèvements et ont culminé en juin avec la tuerie de Mutarule (33 morts), imputée à des groupes armés burundais. Mais les groupes armés congolais (Mai-Mai) ne sont pas en reste, tandis que les forces de l'ordre se caractérisent par leur absence sur le terrain ou par leur participation à de graves abus contre des civils. Une autre tendance inquiétante concerne les défenseurs des droits humains, particulièrement ciblés par les groupes armés qui leur reprochent de dénoncer leurs exactions et donc de « travailler pour l'ennemi ». *Le rapport est disponible à partir de la page RAFAL du PACIF ou directement à partir de ce lien.*

---

## **PUBLICATIONS RÉCENTES**

---



### L'UE et ses États membres au Sahel: quelle présence et quels modes d'actions?

Au Sahel, il y a des menaces et des richesses. Autant de raisons qui ont précipité certains États à se ruier sur la zone pour se livrer à une franche compétition économique. Mais c'est surtout les

préoccupations sécuritaires et l'urgence d'engager une véritable dynamique de développement et de créer une capacité de résilience chez les populations qui ont conduit une poignée d'États européens à accroître leur présence et à inciter l'UE à agir en mobilisant son large éventails d'outils disponibles dans tous les champs d'actions. Bien conscients que leurs actions bilatérales ne sont plus suffisantes, les États membres s'organisent entre eux, avec le concours d'États tiers prêts à soutenir financièrement, matériellement ou logistiquement leurs actions, mais l'UE reste leur levier d'action principal par l'efficacité qu'elle est supposée engendrer. Cette Note est l'adaptation française d'un chapitre du livre «Europe has an idea, et alors?» édité par Sven Biscop et Alexander Mattelaer et publié en décembre 2014 dans la collection «The Ashgate Research Companion to the Foreign Policies of Europe». (Crédit photo: ecdpm.org)



Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs: un outil au service de la gouvernance

Le MAEP est un instrument, au rayonnement continental, établi par et pour les États africains. Regroupant 34 pays sur 54 sur la base d'une adhésion volontaire, il est destiné à évaluer les pratiques des États en matière de gouvernance, dans quatre domaines : la démocratie et la gouvernance politique, la gouvernance et la gestion économiques, la gouvernance d'entreprise et le développement socio-économique. En garantissant à la fois une auto-évaluation de l'État, une évaluation externe et enfin une évaluation par les pairs, le mécanisme offre l'opportunité d'une double fenêtre de dialogue: entre l'État et sa société civile et entre les États eux-mêmes.

(Crédit photo : NEPAD Photo Gallery - Fatuma Ndagiza Nyirakobwa, Vice Chair of the African Peer Review Mechanism (APRM) Panel of Eminent Persons)



### Appel d'Amnesty International à un renforcement des droits humains au Mali

Deux ans et demi après le début de la crise qui frappe le Mali depuis début 2012, Amnesty International dresse, dans un rapport publié le 21 août, un nouveau bilan sur le respect des droits de l'homme par l'ensemble des acteurs présents sur le territoire malien. Ce rapport s'intéresse notamment à la période qui a vu la ville de Kidal faire l'objet d'affrontements violents entre troupes gouvernementales et groupes armés d'opposition

en mai 2014.



### Armes artisanales en Côte d'Ivoire: entre tradition et exigences légales

Si la grande majorité des armes en circulation en Afrique sont fabriquées à l'extérieur du continent, une partie d'entre elles – en particulier celles destinées à la chasse – sont produites localement par de petits artisans. Cette étude, réalisée en grande partie grâce à une enquête de terrain, s'intéresse à la production, à la réparation et à la détention d'armes à feu artisanales en Côte d'Ivoire. Elle confirme que ces phénomènes sont profondément ancrés dans des traditions, que ce soit celle des forgerons pour les producteurs ou les dozos pour les utilisateurs. Alors que la demande pour de telles armes se révèle nettement à la baisse, elle montre aussi que la plupart des fabricants ne produisent pas que des armes, mais d'abord tout un éventail de biens à usage ménager ou professionnel. Alors que la Côte d'Ivoire est en train de peaufiner une nouvelle législation sur les armes, il importe que les autorités politiques et administratives tiennent compte de ces réalités pour élaborer une réglementation adaptée, permettant l'enregistrement et la mise en conformité de ces dizaines de milliers de producteurs et détenteurs. *Credit photo : armes en cours de production à Ferkessedougou en Côte d'Ivoire (© GRIP 2014).*



### Turbulences en Libye méridionale: une menace majeure pour le bassin sahélien

Depuis la chute du régime kadhafiste en 2011, le sud de la Libye est devenu le lieu de confluence de nombreux groupes armés, dans un contexte de

défaillance généralisée de l'État et de fragmentations communautaire et régionale. Engagées dans une confrontation pour le contrôle des ressources et le monopole du pouvoir, les milices et brigades actives dans la région se sont progressivement immiscées dans les trafics transfrontaliers et suscitent l'inquiétude des pays mitoyens, qui craignent une propagation du conflit à l'ensemble de la sous-région. *Crédit photo: dans la foulée de la révolution en Libye, de nombreux stocks de munitions ont été exposés et le pays a même été qualifié de "marché d'armes à ciel ouvert". (Source : UNMAS/Jason Founten)*



#### Pêche illicite: quel avenir pour l'Afrique de l'Ouest?

Les eaux ouest-africaines, très riches en ressources halieutiques, sont aujourd'hui la cible d'un pillage organisé des fonds marins, lequel met en péril la sécurité alimentaire des populations de la sous-région dont l'équilibre nutritionnel dépend très largement des produits de la pêche. De nombreux navires étrangers, généralement européens ou asiatiques, viennent pêcher dans les Zones économiques exclusives (ZEE) ouest-africaines sans autorisation et sans considération aucune pour la faune et la flore marines, aggravant ainsi une situation déjà dramatique de surexploitation de la zone maritime. Les eaux ouest-africaines sont les plus touchées au monde par les activités de pêche illicite, qui représentent une perte économique estimée entre 828 millions et 1,6 milliard de dollars chaque année, pour l'ensemble de la sous-région. Pour faire face à ce fléau, les organisations internationales, régionales et les gouvernements s'organisent afin d'améliorer les législations, les systèmes de surveillance et de contrôle, tout en renforçant la coopération régionale. *Crédit photo: pêcheurs au large de Port Loko en Sierra Leone (source: Environmental Justice Foundation)*

Cette publication est réalisée dans le cadre des projets du GRIP sur les armes légères, la prévention des conflits et la construction de la paix en Afrique, avec le soutien du Ministère de la Communauté française de Belgique et du Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg.

RAFAL – Chaussée de Louvain, 467  
B - 1030 Bruxelles

Tél.: (32.2) 241.84.20  
Fax: (32.2) 245.19.33  
Courriel : m.luntumbue@grip.org  
Internet : <http://www.reseau-rafal.org>  
Ed. resp.: Luc Mampaey

*Copyright © 2014 GRIP, All rights reserved.*

[unsubscribe from this list](#) [update subscription preferences](#)